

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 41, Numéro 1 > Février 2014 > www.droitdeparole.org

La démolition du Centre Durocher ne fait pas l'unanimité. Un comité a été créé pour sa survie et une pétition circule pour demander un moratoire et une consultation publique sur son avenir. Dans ce numéro, une alternative à la démolition, un commentaire sur le dernier conseil de quartier de Saint-Sauveur et une entrevue avec un opposant à la démolition, Jean-Yves Roy. [Pages 4 et 5](#)

Démolition du Centre Durocher dans Saint-Sauveur ? **On peut faire autrement**



L'entrée principale du Centre Durocher, rue Carillon.

PHOTO NATHALIE CÔTÉ



Première parution du journal, en septembre 1974.

Droit de parole a 40 ans !

Par Nathalie Côté

Le journal que vous avez entre les mains a 40 ans en 2014. Depuis quatre décennies, diverses équipes se sont succédé pour produire un journal communautaire, engagé, livrant une information toujours originale et locale. Un mensuel qui donne la parole à ceux et celles qui ne l'ont pas, comme en témoignent les pages du journal depuis plus de 400 numéros.

Le premier numéro est paru en septembre 1974. *Droit de parole* est le plus ancien journal communautaire québécois toujours publié! Cet anniversaire est l'occasion de rappeler l'importance de l'information locale et indépendante, produite par et pour les citoyens, de surcroît dans un paysage médiatique convergeant trop souvent vers les intérêts de quelques-uns.

Témoign actif des luttes urbaines

Ancré dans les quartiers du centre-ville, *Droit de parole* a toujours su demeurer critique face aux différents pouvoirs municipaux et politiques qui ont des incidences sur le quotidien des gens et a su rester un compagnon de route du milieu communautaire et populaire. *Droit de parole* a surtout été le témoin actif de plusieurs luttes urbaines depuis sa création. Et cela continue! Le journal se porte à la défense

d'un développement humain dans les quartiers centraux, grâce à l'implication de dizaines d'auteurs militants impliqués dans leur communauté, à un conseil d'administration qui veille au grain et à toute une équipe à qui *Droit de parole* tient à cœur, du graphisme à la distribution.

Une nouvelle chronique santé

Pour réaffirmer notre mission d'éducation populaire et pour bien commencer cette année anniversaire, *Droit de parole* publie une nouvelle chronique santé que vous pourrez lire chaque mois. Elle est rédigée par des gens en processus d'alphabétisation dans les ateliers du groupe d'Atout-lire.

Comment soutenir Droit de parole?

Afin de poursuivre ce travail essentiel encore longtemps, il faut aussi la participation citoyenne et l'appui des lecteurs et des lectrices. Ce 40^e anniversaire est l'occasion de vous inviter à soutenir le journal, en vous abonnant ou en devenant membre et en participant à sa vie démocratique. Les membres sont invités à participer à l'assemblée générale de l'automne, au conseil d'administration. Et surtout, nous vous invitons à écrire! En proposant des textes sur les sujets qui vous préoccupent, sur ce qui se passe dans votre quartier, votre ville: nos pages sont à ceux et celles qui veulent prendre leur droit de parole!

Le froid n'arrête pas la contestation

Par Nathalie Côté

Une centaine de militants et militantes ont bravé le froid sibérien, le 28 janvier dernier, afin de dénoncer les augmentations de tarif d'hydro-électricité de 5,8%. Les groupes membres de la Coalition pour la justice sociale, réunis devant le bureau de la députée de Taschereau Agnès Maltais, refusent qu'une autre facture soit refilée aux plus pauvres de la société. Ils ont remis une facture d'hydro-électricité géante illustrant les augmentations farmineuses de 80\$ à 200\$ par année que la population québécoise recevra si la Régie de l'énergie répond aux demandes d'Hydro-Québec. En tant que ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agnès

Maltais comprendra-t-elle combien cette hausse pourrait être particulièrement salée pour les personnes les plus pauvres de la société?

«La bataille ne fait que commencer, selon Vania Wright-Larin, porte-parole de la Coalition; l'argumentaire défendu par Hydro-Québec et le gouvernement qui prétendent qu'il est normal de rattraper la moyenne des tarifs d'électricité en Amérique du Nord, ne tient pas la route: si l'électricité coûte moins cher chez nous c'est parce qu'elle nous coûte moins cher à produire. C'est sans doute un grand avantage pour la population du Québec qui dépend énormément de l'électricité. Il n'est pas question de laisser le gouvernement nous déposséder de cette richesse collective».



Manifestation du 28 janvier contre les augmentations des tarifs d'Hydro-Québec.

PHOTO D-MAX SAMSON



Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

Michel Yacoub

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

L'avenir de la Clinique médicale Saint-Vallier en jeu

Ce service essentiel pour la population de Saint-Sauveur et du centre-ville pourrait disparaître. Le manque de médecins pour assurer la relève de l'équipe actuelle, l'attraction qu'exercent les nouvelles méga-cliniques auprès des médecins, pourraient contribuer à la fermeture éventuelle de ce service de proximité essentiel. Ne laissons pas Saint-Sauveur devenir un quartier-dortoir!

Afin de défendre la présence de cette clinique précieuse pour les personnes

âgées comme pour tous ceux et celles qui se déplacent à pied, les citoyens du quartier sont invités à venir questionner et convaincre les représentants de l'Agence de Santé et des Services sociaux de la Capitale-Nationale, l'organisation qui a le pouvoir d'assurer la survie de cette clinique. Des rencontres ont lieu le 6 février et le 20 février à 19 heures à l'Agence, au 555, boulevard Wilfrid-Hamel. Informez-vous au Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur. 418-529-6158. (N.C)

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droiddeparole.org

www.droiddeparole.org
Retrouvez *Droit de parole*
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec.

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage: 15 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs

Équipe du journal: Simon M. Leclerc, Francine Bordeleau, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Les Amis de la Terre de Québec, Michaël Lessard, Guillaume Marchand, Gilles Simard, Lynda Forgues, Camille Boutin
Coordination: Nathalie Côté
Collaboration spéciale: Michaël Lachance, Morgane

Mary-Pouliot, Estelle Richard, Collectif Subvertité
Photos: D-Max Samson, Nathalie Côté, Jean Coulombe, Frédéric Marquis, François Couillard
Illustrations: Marc Boutin, Edmé Étienne
Révision: Lynda Forgues
Design: Martin Charest
Webmestre: La collective Nalyn,

François Couillard
Imprimeur: Les travailleuses et les travailleurs syndiqués de Payette et Simms inc.





Le nouveau silo construit par Arrimage Québec aux abords du boulevard Champlain.

PHOTO NATHALIE CÔTÉ

La conjuration des hypocrites

Par Pierre Mouterde

Il en va de certains événements comme d'une loupe grossissante : ils sont si exemplaires qu'ils apportent de précieuses indications sur les enjeux et défis qui marquent une époque et finissent par la définir de part en part. Tel pourrait être le cas de cette saga qui, depuis plus d'un an, oppose les citoyens et citoyennes de Limoilou au Port de Québec et à la compagnie Arrimage Québec. Car cette affaire de poussières d'oxyde de fer et de nickel se répandant sur de larges secteurs de la ville de Québec va bien au-delà du fait divers. Ne permet-elle pas d'apprécier toute l'ampleur des dangers causés par des activités industrielles, lorsqu'elles se déploient en zone urbaine et que de surcroît la démocratie y est bien mal en point ? Une vraie leçon de choses !

Voilà près de 16 mois (depuis le 26 octobre 2012) que l'on sait qu'il existe à Québec un problème de contamination aux poussières d'oxyde de fer et de nickel, un problème touchant non seulement l'ensemble du quartier Limoilou (plus de 100 000 personnes), mais aussi de larges secteurs de la ville. Voilà donc plus d'un an qu'une citoyenne courageuse, Véronique Lalande, a sonné l'alarme, et qu'avec l'aide de son conjoint (expert en la matière) elle a mis à la disposition du public, une série d'études et de vérifications rigoureuses démontrant hors de tout doute que cette contamination venant du Port et de la compagnie Arrimage Québec n'était pas qu'épisodique ou accidentelle, qu'elle dépassait largement les normes autorisées (52 nano-grammes de nickel par m³ alors que la norme est de 12) et remontait en ce qui concerne le nickel (les poussières le plus toxiques) à une dizaine d'années, avec en prime des effets non négligeables en termes de santé humaine. Car des études scientifiques existent à ce propos. Elles

sont sans ambiguïtés, spécialement en ce qui concerne le nickel dont on sait avec certitude qu'à fortes concentrations, outre le fait qu'il est un puissant irritant pour la peau et les voies respiratoires, il est sur le long terme « cancérogène ou potentiellement cancérogène ».

Or, puisqu'on vit en démocratie et que dans un tel régime le peuple est censé y être entendu, on aurait pu imaginer que les pouvoirs publics auraient vite saisi l'ampleur du problème et, afin de protéger la santé de leurs mandants, auraient pris les mesures correctives qui s'imposent, dont celles d'exiger de la compagnie qu'elle ne fasse plus de la manutention à l'air libre, sous peine d'arrêt de ses activités.

Techniquement possible

Les bonnes raisons en effet ne manquaient pas pour faire preuve de fermeté. D'autant plus que la compagnie se trainait les pieds face aux mesures correctives minimales proposées (l'arrosage) et ne cessait de se réfugier derrière le fait que le port était sous juridiction fédérale. Après tout, la manutention de nickel « sous couvert » est techniquement possible et se fait ailleurs, notamment à Voisey Bay d'où provient le minerai transitant par Québec.

De son côté, la direction de la santé publique dispose des pouvoirs nécessaires pour faire arrêter de telles activités lorsqu'elle a des preuves que ces dernières affectent la santé publique. Il existe aussi un Ministère de l'Environnement provincial dont bien des experts en droit reconnaissent qu'il disposerait de la juridiction nécessaire pour obliger la compagnie à se plier à ses recommandations lorsqu'il en va de contaminants affectant directement le territoire provincial. Enfin, n'a-t-on pas la chance (?) d'avoir Agnès Maltais, ministre responsable des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches qui s'affirme souverainiste et prétend à l'indépendance du Québec ? N'y aurait-il pas là une bonne occasion de montrer « dans les faits »

ce que cela veut dire, en montrant « in situ » comment la volonté de contrôler, en toute souveraineté, son territoire comme ses activités économiques – loin de n'être que l'expression d'une volonté séparatiste malsaine – répond à un besoin populaire profond, mieux à une nécessité vitale. Tout était donc là pour qu'on puisse rapidement mettre un terme au problème.

Tergiversations

Pourtant c'est là le curieux et le révélateur : plutôt qu'à une réaction rapide et décidée, on a eu affaire à un savant mélange de tergiversations et de dénis, agrémentés il est vrai, en fin de parcours, de quelques fanfaronnades, puis d'actes de contritions sans conséquences. Rappelez-vous les Régis Labeaume (maire de la ville), François Desbiens (directeur de la santé publique), Yves-François Blanchet (ministre de l'environnement) et Agnès Maltais (ministre responsable des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches) Tous ont fini par minimiser l'affaire et... courber l'échine comme l'auraient fait des laquais. Y compris quand, en décembre dernier, la même compagnie, Arrimage Québec, s'est payé le luxe de se lancer, cette fois-ci à l'Anse au Foulon, dans l'érection inattendue de deux immenses silos de granules de bois (45 mètres de haut), là où précisément on souhaitait depuis longtemps développer une zone touristique et récréative dans le prolongement de la promenade Champlain.

Ils ne tromperont personne

Il est vrai qu'à ce propos, le maire et la ministre n'ont pas mâché leurs mots, le premier affirmant qu'il s'est fait « enfiouper », pendant que la seconde rappelait que « le port jouait au cow-boy ». Mais ils ne tromperont personne : l'un et l'autre avaient eu l'occasion au mois d'octobre de prendre longuement connaissance du projet. Et s'ils ne sont pas intervenus plus énergiquement avant, s'ils n'ont pas osé s'interposer haut et fort quand c'était le temps, ne serait-ce que sur la base des agis-

sements préalables de la compagnie quant aux poussières de nickel, c'est que précisément ils avaient déjà choisi leur camp, faisant passer – par calcul, opportunisme ou lâcheté, peu importe – les intérêts de cette puissante compagnie et de son personnel dirigeant, par dessus ceux de tous les citoyens et citoyennes de Québec qu'ils sont pourtant censé représenter.

D'où cette lèpre qui est en train de gangréner notre régime de démocratie représentative : ce n'est plus le peuple à travers ses grandes majorités qui a voix au chapitre, mais une poignée de ploutocrates, qui profitant de la dérégulation néolibérale, ont fini par imposer leurs intérêts privés partout. Y compris quand la santé publique est en jeu !

N'est-ce pas ce que nous apprend cette conjuration des hypocrites au fil de cette saga sur les poussières d'oxyde de fer et de nickel flottant sans entraves dans le beau ciel de la capitale nationale ?



Véronique Lalande, son conjoint et leur fils, à l'assemblée citoyenne le 29 avril 2013.

PHOTO PIERRE MOUTERDE

Les aléas de la démocratie participative dans Saint-Sauveur

« On sait pas c'est la faute à qui, mais on sait qu'on s'est fait passer un sapin »

Par Marc Boutin

C'est ainsi, à la fin de la réunion du Conseil de quartier de Saint-Sauveur le 29 janvier dernier, que Monsieur Marc-André Beauchemin, un des élus du Conseil, a résumé le débat qui venait de se tenir sur la démolition présumée du Centre Durocher.

Questionnée, par le public et par la présidente du Conseil, sur le fait que la population de Saint-Sauveur ait été tenue à l'écart de la démarche qui a mené à la prise de décision sur le Centre Durocher, Chantal Gilbert a déclaré qu'elle « arrivait dans le quartier et qu'elle n'était pas la conseillère de Saint-Sauveur quand les pourparlers autour de l'avenir du Centre ont eu lieu ». À un public pas du tout content, elle a déclaré : « il faut que vous fassiez votre deuil du Centre Durocher ». « Vous vous êtes sans doute laissés influencer par le *Droit de Parole* de décembre, mais ce journal avait tout faux » a-t-elle ajouté, sans donner plus de précisions sur les dites faussetés. « La Ville (lire ici

M. Labeaume) n'a pas imposé le silence à la Corporation du Centre Durocher. D'ailleurs, M. Morin, le directeur du Centre Durocher et M. Labeaume ne se sont pas parlés depuis deux ans. La corporation du Centre est une entreprise privée à but non lucratif et la Ville n'a pas à lui dicter son comportement ».

Rejoint au téléphone par *Droit de Parole*, M. Morin a déclaré avoir tout tenté pour garder le centre ouvert mais toutes ses demandes de financement se sont heurtées à des refus. Selon Madame Maltais, des fonds existent pourtant au niveau national pour la remise aux normes des centres communautaires. Mais la demande pour de tels fonds doit venir des municipalités, ce que la Ville de Québec, semble-t-il, a négligé ou refusé de faire dans le cas du Centre Durocher.

Personne aujourd'hui ne veut assumer la responsabilité du manque de transparence (autant parler « du secret ») et de l'absence totale de préoccupation démocratique qui ont marqué les tractations ayant mené à une telle décision. Le verdict a été rendu public le 13 juin 2013 et

encore là, on parlait de déménagement des activités et non de démolition. Quelle date bien choisie pour ne pas trop alerter la population, alors que tout le monde en juin pense « vacances ». Et de toutes façons, à partir de cette date, la population pouvait bien penser ce qu'elle voulait, la décision en haut lieu était prise. Cela s'appelle pratiquer une démocratie passive : « restez tranquille, prenez vos pilules, on décide pour votre bien ».

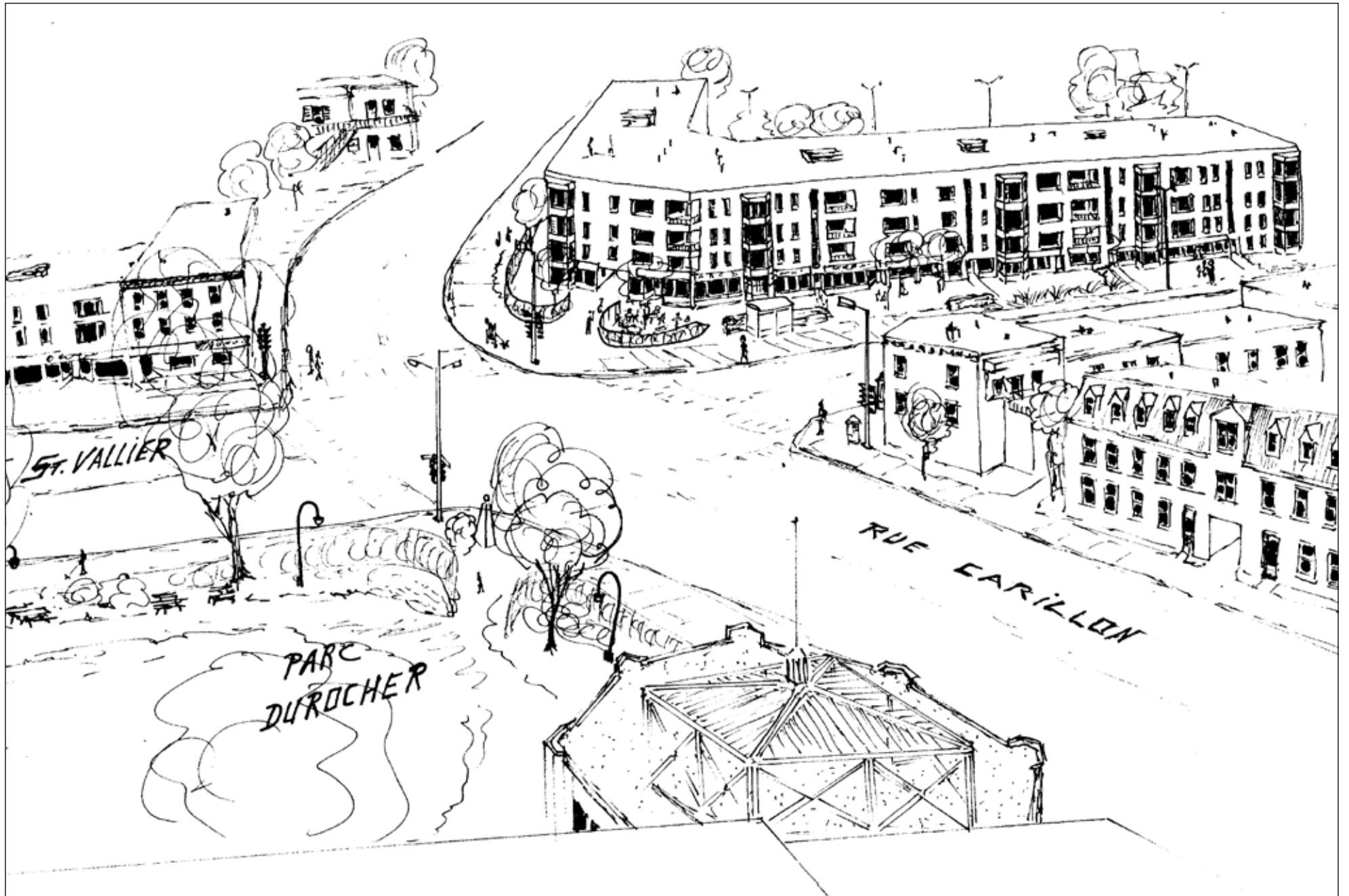
La population se rebiffe

Madame Lise Beaupré du Comité de Sauvegarde du Centre Durocher a réclamé haut et fort au Conseil de quartier, un moratoire quant à l'avenir de l'édifice et la tenue d'une véritable consultation publique. Il faut que la Ville entende ceux et celles qui ont des choses à dire sur le Centre Durocher, sur l'avenir de l'espace que le centre occupe actuellement et, puisque tout est lié dans ce dossier, sur la relance de la rue Saint-Vallier-ouest. Selon Line Plamondon, du Comité de sauvegarde, il y a une absence de vision cohérente et partagée par l'ensemble de la population

quant au développement du cœur du quartier Saint-Sauveur.

Une lutte est engagée pour la préservation du Centre Durocher et pour s'assurer que les activités que le centre va abriter soient des activités communautaires ou culturelles. Mais il faut rester conscient qu'il s'agit d'une lutte du type David contre Goliath : 700 personnes ont déjà signé la pétition pour un moratoire. C'est beaucoup quant on pense au peu de moyens dont disposent Line Plamondon et Lise Beaupré qui sont sans appui institutionnel. Elles ont besoin de vous pour continuer la lutte.

Pour signer la pétition, allez sur le site Internet de *Droit de parole* ou aux endroits suivants de la rue Saint-Vallier Ouest : Jean-Coutu, l'École de coiffure, le Pignon bleu, le Centre des femmes de la basse-ville, etc. Des actions pour la survie du Centre Durocher sont prévues au printemps.



Droit de parole rêve encore. Pourquoi ne pas déplacer le projet de logement social prévu à l'emplacement du Centre Durocher vers le stationnement au nord du Parc Durocher, un terrain qui appartient déjà à la Ville ? Le fait de jumeler du logement social à des commerces (services de proximité au rez-de-chaussée) pourrait faire partie d'un projet expérimental dont le but serait de relancer la rue Saint-Vallier Ouest qui en a bien besoin. Quant au Centre Durocher, réhabilité et sauvé d'une injuste démolition, on pourrait lui trouver une vocation culturelle pour faire contraste avec les trois autres centres communautaires du quartier Saint-Sauveur, qui sont plutôt axés sur les loisirs et le sport.

ILLUSTRATION MARC BOUTIN

Jean-Yves Roy contre la démolition

Après Lise Deschamps et Line Plamondon du comité de survie du Centre Durocher, de plus en plus de personnes prennent la parole pour dénoncer la démolition du centre. Jean-Yves Roy, candidat de Démocratie-Québec dans la Cité-Limoilou, est une des premières personnalités publiques à se manifester. Rencontre avec un citoyen de Saint-Roch engagé.

Par **Nathalie Côté**

Q- Pourquoi êtes-vous contre la démolition du Centre Durocher? Quel est votre attachement à ce lieu?

R- Dans les années 1950, l'été le dimanche, on partait à pied de chez nous (dans le quartier Saint-Roch), on venait au centre Durocher et on prenait un autobus pour aller au camp de vacances des pères Oblats (à qui appartenait le centre à l'époque!). C'est mon premier souvenir. Ensuite, au primaire, on venait aux petites vues au Centre assis sur des chaises en métal. Il pouvait y avoir 400 enfants le samedi ou le dimanche après-midi pour aller voir un film.

Dans les années 1960, je suis venu entendre un syndicaliste au centre, peut-être Pierre Bourgault. Quand Lise Beupré dit : ce centre-là, c'est l'âme du quartier, pour beaucoup de personnes c'est l'âme du quartier. Je me souviens du centre à différentes époques de ma vie. Il y a des gens qui venaient jouer aux quilles au centre, de partout de Québec. Les gens aimaient l'ambiance. C'est un lieu public.

Q- On a l'impression tout de même que le centre est moins occupé, quoique les organismes communautaires louent souvent des salles pour des assemblées, des fêtes et que des équipes jouent encore aux quilles. Pourquoi en être arrivé là?

R- Je vous donne mon point de vue de citoyen. Quand ils ont voulu fermer la patinoire, sur la rivière Saint-Charles, ils se sont mis à mal l'entretenir, elle était mal déneigée. Les gens se sont mis à moins y aller, c'était dangereux, etc. Derrière la fermeture du centre Durocher, il y a des choix économiques et politiques. Parfois, on peut penser que pour l'administration municipale actuelle, il est plus important de sauver de l'argent que l'offrir des services de proximité.

Il n'y aurait pas de Centre Durocher et les gens vivraient pareil. Mais, il y en a un et cela fait longtemps qu'il est là et les gens ont développé une affinité, une adhésion. Je pense que la corporation administratrice du centre est déconnectée de la population qui, dans le fond, est le vrai propriétaire du centre. Ce ne sont pas les administrateurs qui sont propriétaires; il appartient aux membres. Idéalement, chaque personne qui utilise le centre devrait être consultée sur son avenir.

Q- Ce sentiment d'appartenance est étonnant dans le quartier. Et la création du Comité de survie et les 700 signatures contre la fermeture, en témoigne.

R- On pourrait être quinze à l'Hôtel de Ville quand le comité de survie va déposer la pétition. Je serais prêt à y aller et à participer au dépôt d'une pétition de 2000 noms avec une demande que la décision soit révisée et que l'ensemble de la population du quartier soit consulté. Maintenant, on nous dit que la population va être consultée sur le nouveau projet. Je ne veux pas être consulté sur le projet, je ne veux pas que le Centre Durocher soit démoli. Mais si le Centre Durocher est démoli, il faudrait qu'on reconstruise sur place un autre centre communautaire!

Q- Est-ce que c'est possible de faire changer d'idée la Ville, la corporation : tous les décideurs? Que répondre à Chantal Gilbert, qui représente les gens du quartier au conseil municipal, quand elle dit : vous devez faire votre deuil?

R- Ce que les gens veulent, ce n'est pas la bâtisse. Ce qu'ils veulent c'est un lieu communautaire. On cherche une bibliothèque locale dans Saint-Sauveur, on devrait peut-être la mettre là.

Q- Qu'est-ce que le parti Démocratie-Québec pense de l'avenir du Centre Durocher?

R- L'engagement qu'on avait (pendant la campagne électorale), c'était de revitaliser les artères commerciales, Saint-Vallier et Saint-Joseph, mais aussi de favoriser le développement des services de proximité. Moi j'avais deux enjeux qui me tenaient à cœur. Le centre récréatif Saint-Roch (qui sera finalement rénové) et le Centre Durocher.

Q- Pensez-vous que la parole des citoyens depuis l'arrivée de Labeaume est moins prise en compte qu'avant?

R- C'est toujours difficile. C'est le cliché des comités de citoyens identifiés comme étant chialeux. C'est qu'on se préoccupe des problèmes. Les citoyens s'occupent de ce qui est manquant, ce qui devrait être amélioré, être développé. C'est toujours conflictuel, peu importe qui est au pouvoir.

En fait, que la Ville doive investir 25 millions pour le Centre Durocher, c'est pas si dramatique que ça. Comme le dit Lise Beupré, on ferme un service de proximité et on investit 200 millions pour une patinoire pour des millionnaires. Je pense que si les quartiers sont dynamiques, si les quartiers sont prospères si les gens sont heureux, à l'échelle de la ville, la ville va être prospère et heureuse. Tu ne peux pas avoir une ville fière sous prétexte que tu construis un éléphant blanc pour une équipe de hockey que t'aura peut-être jamais. Moi ça ne me rend pas fier.

1- Les Oblats ont cédé le centre à un organisme à but non lucratif en 1979. Il n'appartient pas à la Ville mais à la communauté.



Jean-Yves Roy dans les bureaux de *Droit de parole*.

PHOTO NATHALIE CÔTÉ

Droit de parole

Adhésion ou abonnement

Nom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE

Abonnement individuel 20 \$

Abonnement institutionnel 40 \$

Abonnement de soutien 50 \$

DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL

Adhésion individuel 10 \$

Adhésion individuel (à faible revenue) 5 \$

Abonnement et adhésion individuel 25 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :

Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 | 418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

**Appuyez la
presse libre !**

**Devenez membre
de Droit de parole**



Les duchesses de la Revengeance 2014.

PHOTO COURTOISIE

La vengeance des duchesses

Entrevue avec Marjorie Champagne

Suite au retour des duchesses au Carnaval de Québec, *Droit de parole* a rencontré en janvier dernier la fondatrice de la Vengeance des duchesses, qui nous parle de sa vision de l'événement et de sa conception de la fête.



Marjorie Champagne.

PHOTO COURTOISIE

Par Lynda Forgues

Q- La Vengeance des Duchesses a 5 ans. Quand cette idée a germé, pensiez-vous intégrer un jour avec votre équipe, le Carnaval officiel?

R- Quand on a parti ça il y a 5 ans, c'est sûr non, ça n'a jamais été un but, de faire partie du Carnaval de Québec. Ni non plus de militer pour un retour éventuel des duchesses au Carnaval. On a toujours dit qu'on était là pour rester et qu'on désirait être les nouvelles duchesses et qu'il ne restait qu'à la population à nous adopter telles que nous sommes même si on pouvait être en dehors du Carnaval officiel. Selon nous, notre entreprise était justifiée et pouvait convenir justement à ce que les gens recherchent par rapport aux duchesses c'est-à-dire la représentativité; qu'il puisse y avoir une petite guerre amicale de quartiers.

Depuis mars 2013 - il y a eu plusieurs discussions avec le Carnaval, parce qu'ils voulaient revenir avec les Duchesses, nous on existait déjà, donc ils nous ont d'abord ouvert leur porte. Nous aurions pu profiter des nombreux moyens financiers et des ressources humaines du Carnaval, ça aurait été pas pire. On est allé les rencontrer plusieurs fois, on a regardé s'il y avait la possibilité de faire des choses ensemble, et on s'est rendu compte assez vite, de part et d'autre, qu'on n'avait pas la même mission. Celle du Carnaval est plus commerciale, c'est de dynamiser l'activité économique durant une période morte, à Québec. La nôtre est liée à l'émancipation de la femme, et aussi de valoriser les quartiers de Québec; alors on n'a pas trouvé de terrain d'entente afin de devenir les duchesses du Carnaval. On nous a dit qu'on voulait des femmes télégéniques, qu'est-ce que c'est être télégénique? On nous a dit que le mot «féminisme» faisait peur. Oui ça fait peur au point de vue marketing, mais si on prend ça au point de vue pédagogique, le Carnaval aurait pu avoir du courage et se donner une mission un peu plus éducative auprès de la population. Ils ont décidé de ne pas le faire.

Q- Les Duchesses de la vengeance ne représentent pas du tout des «duchés» du Carnaval, mais plutôt des quartiers plus centraux de la ville de Québec. Peut-on dire que ce n'est pas pour la banlieue?

R- Nous ne voulions pas prendre le terme «duchés», parce que ça référerait à

la noblesse. On est des citoyennes, on ne se trouve pas plus «fines», ni meilleures que le citoyen, on ne veut pas se placer au-dessus de lui. Le fait de représenter des quartiers est lié au sentiment d'appartenance dont les gens ont besoin depuis la disparition de l'importance des paroisses, de l'esprit de clocher, le fait de se retrouver en micro communautés. Il y a un grand besoin de ça dans la population en général, dans le monde, les sites de communautés virtuelles hyper locales sont là pour le prouver: *monlimoilou.com*, *monstsauteur.com*. On est dans cette mouvance-là, où les gens ont besoin d'entendre parler de leur milieu de vie immédiat; c'est pour ça qu'on représente des quartiers. De plus, duché se rapporte à l'ancienne formule des duchesses du carnaval, nous on voulait casser ça.

Pour la banlieue versus la ville, à chaque année notre appel aux duchesses s'étend partout dans la communauté urbaine de Québec. On a déjà eu des duchesses de Charlesbourg, de Beauport, de l'Ancienne-Lorette. L'an dernier, on avait une duchesse de St-Émile. On n'est pas limitées ici. Par contre, ce qui arrive depuis 5 ans c'est qu'on a plus de candidatures qui proviennent du centre-ville. Pourquoi? Peut-être que notre réseau est plus établi ici, que les personnes au courant de l'événement vivent au centre-ville, que nos amis y vivent; c'est une question de réseau. Cette année, il y a eu des candidatures de Neuville, de Lévis, mais qui n'ont pas été retenues.

Q- Les critères de sélection de vos duchesses sont très différents de ceux du Carnaval, il n'y a pas de limite d'âge, entre autres. Qu'en dites-vous?

R- Ils sont très différents et c'est un point majeur empêchant la collaboration avec le Carnaval. Il n'y avait pas d'issue. Moi j'ai toujours tenu, à la Vengeance, au fait qu'on ne rencontre pas les aspirantes duchesses, parce qu'on ne veut se baser que sur le contenu et les idées, et l'aspect création. Donc, le potentiel créatif de chacune d'entre elles n'a rien à voir avec la «personnalité»; ça n'a rien à voir avec l'apparence, rien à voir avec la présentation, rien à voir avec le dynamisme. Le potentiel créatif de quelqu'un n'a rien à voir avec ça, parce qu'il y a des gens introvertis qui sont hyper créatifs, il y a des gens extravertis qui sont hyper créatifs, et ça, ça peut avoir une grande influence au moment du choix, si on les rencontre; on aura tendance à choisir davantage des extravertis, il faut faire attention à ça, parce qu'on marginalise la participation à un événement.

Donc, c'est pour cela qu'on ne rencontre pas les duchesses, qu'on s'interdit de visiter des profils Facebook. On ne se fie qu'à un formulaire, un questionnaire, où les femmes doivent démontrer la connaissance de leur quartier et du projet dans lequel elles veulent s'impliquer, et montrer qu'elles sont disponibles, capables d'écrire, parce que c'est un blogue. C'est surtout la création qu'on cherche à faire ressortir; on veut découvrir la personne et ce qu'elle peut apporter de nouveau,

et si elle est capable de se dévoiler entièrement, si elle n'a pas trop de couches de superficialité.

Q- Vos duchesses doivent porter un projet de création. Quand le carnaval est revenu cette année avec ses Duchesses, il vous a un peu piqué votre idée, avec les projets, sans pour autant accorder plus de liberté d'expression aux femmes. Qu'en dites-vous?

Est-ce que le Carnaval a piqué notre idée des projets? Nos duchesses doivent créer beaucoup, 7 à 8 publications sur le blogue, durant les 2 semaines; le volet «projet» des duchesses est sûrement quelque chose que la Vengeance a pu apporter au Carnaval. Étant donné que le Carnaval a de grand moyens et que leurs duchesses sont plus visibles que les nôtres, il faut qu'elles aient quelque chose de plus à offrir que juste «une belle personnalité». Est-ce que les gens du Carnaval ont constaté que ça prenait autre chose? Pour moi c'est un pas en avant. Le projet de Limoilou par exemple, le défilé au flambeau, avec des stations où un conteur narrera l'histoire de la Cité Limoilou à chaque borne, c'est très «Revengeance». Si ça s'inscrit dans le Carnaval officiel, et que c'est suivi par plusieurs personnes, et bien bravo.

Q- Quand on compare les pages web des deux sortes de duchesses, la différence est flagrante. Celle du carnaval, avec son design de «princesse Disney», semble s'adresser à la tite-fille enfouie chez maintes femmes. Sur quel aspect mise la Vengeance?

R- Nous faisons très attention à ce que nous projetons. Dès le début, il était important de casser le moule de l'image que les gens de Québec se faisaient de la duchesse traditionnelle. À chaque fois qu'on prend des photos à la Vengeance, planifiées en studio, c'est notre préoccupation principale. On ne veut pas, qu'encore une fois, ces femmes-là se sentent prisonnières du moule dans lequel la société de consommation les force à entrer. Il faudrait être toutes pareilles, c'est ça le message: soyez ainsi, toutes la même.

Nous on insiste sur la différence, sur les poses non conventionnelles. Parfois c'est *tough* pour les femmes qui font ça, de se voir grimacer, de se voir moins belles selon les standards; c'est rough, il faut qu'elles y travaillent. Même si on pense la femme libérée au Québec, tout ça est très ancré encore en nous. C'est super dur.

Q- Est-ce possible de se réapproprier l'hiver et un carnaval, par exemple à l'aide de la vengeance, du carnaval off, dans les quartiers, en dehors du circuit commercial officiel?

R- La problématique au niveau du Carnaval c'est que, par exemple, ils organisent la guerre des Ducs, une guerre de boules de neige sur les Plaines, en construisant des forts, mais il faut payer pour y aller... Pourquoi on ne peut pas y aller tout simplement? Depuis quand il

faut payer pour aller sur les plaines? Ça enlève une certaine liberté aux citoyens. Les gens ne sont pas dupes, ils savent que ça coûte toujours quelque chose pour aller au Carnaval.

Pour une famille par exemple, 3 enfants 2 parents, c'est 75\$ seulement pour aller sur le site, si vous voulez goûter aux friandises, tout est en sus, etc., c'est loin d'être accessible à tout le monde. Nous, on parle d'activités prises en charge par la population, l'an passé il y a des citoyens qui se sont mobilisés pour organiser des activités pour leur duchesse, un tournoi de hockey bottine dans Limoilou. Il y avait de la soupe aux pois, du café, Nous on n'a rien fait d'autre que dire: la duchesse sera là et on va amener du monde. Cette façon de faire semblait mobilisatrice pour les gens, qui appréciaient aussi la liberté d'action des citoyens; peut-être qu'ils le referont cette année et auront encore plus de personnes pour y participer. Nous sommes là pour les gens. Nous sommes ce genre de duchesse, la duchesse de la population.

Je crois que c'est pour ça que la Vengeance arrive à mobiliser autant de bénévoles autour de son projet, et ce, depuis 5 ans. C'est une trentaine de femmes et 3 hommes. Cette année, pour la 1e fois, nous avons obtenu du financement de la ville, sans aucune condition.

Q- Le Carnaval a ramené les Duchesses comme moyen de vente de leur produit déficitaire. Que penser du fait qu'au XXIe siècle on utilise encore l'image de la femme comme argument de vente, comme stratégie de marketing?

R- Dans le retour des Duchesses, au Carnaval, il y a oui un aspect marketing. Une des principales raisons est que la vente de la bougie, depuis que les duchesses ont disparu, est en déclin; la bougie est un des gros moyens de financement du Carnaval. Pourquoi les gens achetaient la bougie? Pour encourager leur duchesse parce que ça lui donnait une chance de devenir reine, donc, combat de quartier, guerre de clochers... ils ont perdu beaucoup de plumes, sur le plan du financement; utiliser la femme comme tactique pour faire vendre, ça marche encore.

Ce n'est pas nouveau, ce n'est pas créatif, et on revient avec ça. C'est pathétique. Ça montre qu'il y a peu de créativité, il y a moyen de faire de l'argent, ou essayer de faire de l'argent, autrement que par cette solution-là qui, finalement, cause beaucoup de tort aux femmes, plus que les gens ne le pensent, parce qu'on est pris dans ce moule-là, qu'on nous impose, et c'est triste, parce que c'est dur de s'en sortir.

Le Carnaval, quand il choisit de ramener la formule des Duchesses, a une responsabilité envers la population et envers les femmes. Il doit comprendre et agir en ce sens. Comme s'il ne se rendait pas compte de l'impact de cette décision. Comme si pour le Carnaval, tout cela était bénin et sans importance.

Peut-être faudrait-il aller leur dire? Leur montrer? Il y a là de l'éducation populaire à faire.

Les féministes au Carnaval

Les militantes féministes du collectif Subvercité

Nous, activistes féministes du Collectif Subvercité, avons décidé d'aller perturber le couronnement de la reine du Carnaval vendredi le 31 janvier. Mais pourquoi déranger cette activité? Pour dénoncer le retour des duchesses du carnaval. Nous refusons le retour à cette formule, alors même que la violence sexiste est en augmentation dans l'espace public, médiatique, avec l'objectivation, la marchandisation et l'hyper-sexualisation des femmes et des filles.

Ce n'est pas pour rien que le Carnaval avait abandonné l'idée des duchesses dans les années 90. C'était devenu obsole et ridicule, alors que les femmes se mobilisaient et luttaient pour leurs droits. Ce concours représentait tout le clinquant absurde auquel on faisait rêver les jeunes filles, dans les années 50-60, période pointe du patriarcat au Québec.

Ramener les duchesses, c'est pour les femmes d'ici une de plus dans une chaîne

croissante d'attaques contre nos acquis. Dire oui au retour des duchesses, c'est dire oui à un retour en arrière.

Face à son déficit croissant d'année en année, le Carnaval s'est dit : comment résoudre le problème ? Ils ont retenu la solution la plus facile et la moins originale, la moins créative. Se servir des femmes ! Ça vend et ça rassemble, c'est bien connu !

Qu'est-ce qui finançait bien le carnaval, jadis ? La vente de la bougie ! Qui vendait la bougie ? Les duchesses ! Plus elles en vendaient, plus elles obtenaient de billets pour le tirage final et le super cadeau : la couronne. Alors pourquoi ne pas les ramener ? Chouette idée ! Mais comment faire passer une telle formule, reconnue comme dépassée et sexiste, en 2014 ? Hum, on va dire qu'on ne s'intéresse pas au physique, ni à la personnalité, mais aux projets présentés pour le duché. Tellement moderne ! En entrevue avec les postulantes, on n'a qu'à utiliser le « filtre » charisme et dynamisme... Résultat, sur le site officiel des duchesses, on découvre sept femmes fort semblables, formatées, standardisées, conformes, toutes jeunes, blanches, minces... bref, aucune diversité,



Action de perturbation lors du couronnement de la reine.

PHOTO FRANÇOIS COUILLARD

que du standard, du « bon goût » à la sauce rétro qui goûte le rance. Le standard, ce n'est pas l'expression de la moyenne des femmes, c'est le stéréotype de la femme. C'est l'image que les médias, les séries, le

cinéma, promeuvent et qui nous écrase toutes, femmes et jeunes filles..

S'opposer au retour des duchesses, c'est une question d'égalité entre les hommes et les femmes.

Action de Femen-Québec Patriarchie carnavalesque

Par Morgane Mary-Pouliot

D'abord, mettons quelque chose au clair : Femen n'est pas contre les femmes participant au compromis patriarcal, à l'esclavage stylisé. Le 31 janvier, ce n'est donc pas contre les participantes ni contre l'auditoire que nous avons dirigé notre manifestation. Nous en voulons au Carnaval, à son comité, qui a eu l'idée archaïque de ramener les Duchesses en 2014.

Lorsque nous avons parlé de l'action, nous nous attendions à bien des choses, mais pas à ce qui s'est passé en temps réel. Nous avions peur qu'on nous ignore, qu'on nous laisse geler sur place. Nous attendions-nous à nous faire arrêter ? Oui, bien sûr, mais pas avec une telle violence. Il faut savoir que Femen Québec

était la branche du mouvement la mieux accueillie, nous n'avons jamais vraiment eu de rapports violents avec la police, la loi étant de notre bord. Ce qui s'est passé vendredi soir, c'est quelque chose que je ne croyais pas vivre au Québec. Que nos seins déclenchent une telle violence des policiers, qui nous ont trainé dans la neige et qui ont poussé l'audace jusqu'à m'étouffer pour que je cesse de crier. La foule aussi a eu une réaction inattendue, pendant qu'on était transporté comme du bétail ils nous lançaient de la neige. « Salopes ! » « Connasses ! » « Pas de classe ! », que j'entendais crier.

Le concours des Duchesses est l'exemple de ce qu'est le patriarcat en terme de publicité ; de belles femmes, standardisées, sans réel contenu, sans projet ap-

portant quelque chose de tangible. Après on vient me dire qu'il y avait des enfants. Justement, il y avait des enfants ! de jeunes filles ! Ces jeunes filles à qui l'on dit que c'est ÇA la réussite féminine, que pour avoir de la notoriété en tant que femme, il faut être belle et c'est tout. Pas besoin de contenu, pas besoin de convictions particulières.

La réaction policière ne visait qu'à nous effrayer et ils peuvent ravalier leurs menaces ; nous ne nous censurerons pas pour leur bon vouloir. Après les trois heures que nous avons passé en cellule et l'arrestation musclée que nous avons subie, notre cause nous semble plus réelle. Même au Québec, l'utilisation politique du corps de la femme fait peur. Même au Québec, une femme radicale fait peur.



Arrestation des deux activistes des Femen lors du couronnement de la reine.

PHOTO COURTOISIE

OUI à l'usine de biométhanisation, mais... attention!

Par Estelle Richard

Le jeudi 30 janvier, une annonce en grande pompe a été faite à Québec : les trois paliers de gouvernements investissent la coquette somme de 124 millions de dollars pour la construction d'une usine de biométhanisation à Québec. Bonne nouvelle! Enfin une action concrète et ambitieuse en vue de fermer l'incinérateur en... 2029? Espérons !

La biométhanisation est un processus de décomposition biologique contrôlé qui se déroule sans oxygène et qui génère du biogaz convertible en énergie et un résidu solide valorisable, appelé digestat. Concrètement, cela veut dire que tous les citoyens et citoyennes de Québec pourront réduire la quantité de matières envoyées à l'incinérateur. Ceci

est une bonne nouvelle, car les résidus alimentaires représentent environ 40 % du contenu de nos poubelles, soit environ 86600 tonnes par an. De plus, la biométhanisation permet la réduction des gaz à effet de serre et valorise nos matières organiques par la création de biogaz, une énergie dite verte.

Toutefois, plusieurs questions restent en suspens et méritent notre vigilance.

En effet, la Ville dit que l'usine de biométhanisation permettra de détourner quarante camions de l'incinérateur ce qui réjouira, selon eux, les citoyens de Limoilou. Certes, ces camions n'iront plus à l'incinérateur, mais ils devront tout de même acheminer les matières organiques à l'usine qui sera construite en face de la station d'épuration des eaux, soit, toujours dans la zone industrielle de Limoilou.

De plus, lors de la conférence de presse présentant le projet, la Ville a laissé enten-

dre que ça ne serait pas compliqué d'éduquer les citoyens et citoyennes de Québec à bien faire le tri de leurs déchets. Les AmiEs de la Terre de Québec croient qu'au contraire, il sera nécessaire de déployer tous les moyens possibles pour sensibiliser la population à adopter de nouvelles pratiques : kiosques ou soirées d'information, capsules web, feuillets d'informations dans les boîtes aux lettres, annonces dans les journaux, voire, du porte à porte.

Finalement, la biométhanisation fonctionne grâce à la digestion anaérobie, soit la dégradation des matières sans air. Cela fait en sorte que le digestat, qui pourrait être utilisé comme substitut de compost dans le secteur agricole, est de faible qualité parce que presque dépourvu d'azote. Ainsi, il pourrait être difficile de trouver des acheteurs pour les potentielles 19000 tonnes de digestat annuel. D'ailleurs, la Ville n'a toujours pas de débouchés officiels,

ni pour le digestat, ni pour le biogaz.

En somme, les AmiEs de la Terre de Québec (ATQ) se réjouissent de cette annonce. Bien qu'il soit normal que tous les aspects de ce projet prometteur ne soient pas ficelés, nous pensons que nous devons rester vigilants pour nous assurer que le projet d'usine de biométhanisation à Québec soit socialement acceptable et écologiquement viable. Nous tenons aussi à rappeler que le meilleur moyen de ne pas avoir à gérer un déchet est de ne pas le créer. La réduction à la source est, en ce sens, la clé de la solution. C'est pourquoi les ATQ travaillent ardemment au rayonnement de leur projet Sauve ta bouffe qui vise, par l'information et la sensibilisation, à réduire le gaspillage alimentaire (sauvetabouffe.org).

Estelle Richard est chargée du dossier Zéro Déchet aux AmiEs de la Terre de Québec.

Artiste envers et contre tout

Par Jean Coulombe

Je rencontre Réjeanne Lizotte à une galerie temporaire, sur la rue Saint-Joseph, dans un local commercial en attente d'être loué. Elle est assise sereine à une petite table, entourée de ses œuvres, baignée par la lumière grise de ce jour pluvieux de janvier. Vous avez peut-être déjà croisé cette artiste, cheminant dans Saint-Roch d'un pas tranquille, tirant un chariot plein de toiles. Vous l'avez peut-être entrevue à un concert de jazz ou à l'accueil du *Printemps des poètes*. Ou vous l'avez entendue, au Tam Tam Café ou à la Librairie Saint-Jean-Baptiste, lire un de ses poèmes, ou encore vous l'avez rencontrée à un vernissage. Cette dame, au regard doux et au sourire empreint de sagesse, sait nous toucher par sa gentillesse et sa profondeur. Pourtant, la vie de Réjeanne, artiste pluridisciplinaire, ne fut pas un long fleuve tranquille.

Orpheline avant l'âge adulte, elle arrive à Québec, en 1967, pour étudier en soins infirmiers. Après un an, décidée à suivre sa voie, elle change d'orientation pour étudier en arts; mais sa tutrice n'approuve pas ce virage et lui coupe les vivres, elle tient un an à l'École des beaux-arts, elle doit abandonner, faute de moyens!

L'École des beaux-arts s'intègre, l'année suivante, à l'Université Laval, le domaine des arts connaît alors un développement fulgurant et ce renoncement a malheureusement des répercussions importantes pour son avenir. Déçue des emplois qu'elle occupe pour vivre, elle s'inscrit dix ans plus tard, au Cégep, puis à l'Université Laval en arts visuels. Quand elle termine son baccalauréat, elle constate que le domaine est maintenant saturé. C'est en 1990, qu'elle choisit de se consacrer corps et âme à son œuvre et rien ne l'arrête plus! Même le refus d'une subvention importante et, plus tard, des ennuis sérieux de santé ne feront que renforcer sa détermination! L'art est sa raison de vivre!

Artiste nomade

La décision de devenir artiste, à plein temps, lui impose, pour mieux mesurer la valeur de ses œuvres, d'aller les présenter à d'autres milieux artistiques, moins familiers; elle part pour Toronto.

«Le goût de voyager, d'aller voir ailleurs si j'y suis et si les autres y sont, je l'ai depuis toujours. Depuis toujours aussi, j'ai été à l'affût d'autres mondes proches ou lointains, d'autres lieux semblables et dif-



La peintre Réjeanne Lizotte dans sa galerie sur la rue Saint-Joseph.

PHOTO JEAN COULOMBE

férents, d'autres façons de vivre nouvelles et enrichissantes.»

Au fil des ans, elle fait des séjours prolongés au Japon, à New-York et en France, dans des conditions pas toujours faciles. Elle travaille intensément, perfectionne son art et présente des expositions à ces nouveaux publics. Du Japon, elle en retient leur sensibilité à l'écologie, de Harlem à New-York, elle se souvient de l'affabilité des Noirs; de la France, elle garde le goût du bon parler, des bonnes manières et de la bonne chère. Elle fait aussi un voyage au Pérou dont elle garde le souvenir de l'extrême pauvreté. Pour réaliser ses périples, elle fait des levées de fonds, ainsi près d'une trentaine de bienfaiteurs la suivent et l'encouragent sans compter le support constant d'ami(es) proches et de sa sœur. Toutes ses pérégrinations se retrouvent dans ses œuvres dont plusieurs font partie de grandes collections comme Loto Québec, SSQ, Desjardins et dans des

collections privées au Québec, en Ontario, en France, aux États-Unis et en Asie.

La bohème, une époque

Nous ne pouvions discuter avec Réjeanne sans évoquer l'époque de sa bohème. Elle se souvient de la belle ambiance et du souffle créateur qui animait non seulement les beaux arts mais toute la Ville à son arrivée, dans sa jeune vingtaine, à Québec. Particulièrement dans le Quartier Latin ou le Vieux Québec qui était le «centre nerveux» du changement social, artistique et politique de cette époque riche en événements marquants. Il y avait des spectacles, des boîtes à chansons, des discothèques et des soirées de poésie. Le Chantautueil venait d'ouvrir ses portes et servait de lieu de rencontre pour tous les artistes et comédiens, passionnés de leur art. Il y avait aussi des cafés littéraires tels le Temporel et le Baudelaire où les écrivains et intellectuels se rencontraient. La bohème de Québec vivait de belles années et on sentait que les choses évoluaient rapidement dans un tourbillon créatif entraînant. Réjeanne appréciait également la folie de la légendaire CFLS-Radio de Lévis, qui a marqué son imaginaire comme celui de tant d'autres. Puis la crise d'octobre 1970 survient comme une douche froide. Interdiction de rassemblement de plus de trois personnes, arrestations sommaires, omniprésence des forces armées canadiennes. Elle en garde un vif sentiment d'oppression et même de peur. Il faut dire qu'à ce moment, le désir d'avoir un pays était en pleine émergence et que la révolution se voulait de moins en moins tranquille.

Québec sa ville de cœur!

On pourrait croire qu'avec tous ces séjours à l'étranger, le sentiment d'appartenance de l'artiste avec la Ville de Québec s'est atténué. Hé bien non, Réjeanne est toujours profondément attachée à «sa» ville, particulièrement son centre-ville!

Son cœur a toujours battu au rythme de la vie artistique de Québec. Réjeanne aime profondément Québec et vit intensément avec elle ses changements, comme s'il s'agissait d'une amie très proche. Elle s'implique pour la défense des droits des artistes, elle est membre de la table des arts visuels du Conseil de la Culture, membre du conseil d'administration et du conseil exécutif du Rassemblement des artistes en arts visuels (RAAV), elle a été bénévole pendant dix ans pour les Ateliers Ouverts. Bref, elle suit avec intérêt les débats qui modifient les conditions de travail des artistes et intervient au besoin. Active, connue et reconnue en cette ville, c'est à Québec qu'elle aime vivre.

Artiste moderne et ouverte

Avec le temps, elle s'initie à l'estampe, à la calligraphie, à la vidéo et actuellement à l'art audio. Par ailleurs, depuis ses tout débuts, Réjeanne a une démarche ouverte aux autres formes d'art, en particulier la musique et la poésie. Elle a participé à de nombreuses aventures artistiques avec le collectif Réparation de poésie et a fait des performances de peinture en direct avec des musiciens de jazz. Cela nourrit sa démarche et lui permet d'explorer de nouvelles approches artistiques.

Ses œuvres récentes parlent des humeurs du trafic et sont composées de monotypes et de peintures aux couleurs de rage, de rire, de poésie et de rêverie. Elle prépare une exposition pour l'automne prochain et elle espère retourner l'hiver prochain dans le midi de la France pour créer!

Depuis peu, elle est une heureuse résidente du projet d'habitation Sherpa, ce qu'elle apprécie grandement après des années de logements plus ou moins acceptables (junk apartments comme elle les désigne). Elle envisage donc l'avenir avec confiance et espère que sa santé lui permettra de réaliser ses nombreux projets. On le lui souhaite ardemment!!!



Réjeanne Lizotte étudiante à l'école des Beaux-Arts de Québec.

PHOTO D'ARCHIVES

Les dessins « pas reposants » d'Edmé Étienne

Des affiches qui hurlent

Par Marc Boutin

Qui ne connaît pas le poète Edmé Étienne ne l'a probablement jamais vu. Dans le spectacle de la vie, autant dans la rue que sur scène, il porte les signes ostentatoires de la culture punk, ou du moins d'une branche de la culture punk où on porte l'étendard de l'amour et de l'anarchie.

Interviewer Edmé, c'est prendre un congé provisoire du capitalisme pogné et étouffant qui pollue et amoindrit tout autour de nous pour se brancher sur les courants alternatifs qui alimentent autant sa poésie que ses dessins : la révolte sociale et l'utopie radicale. Être poète pour lui c'est comme être amoureux, ça occupe à plein temps et ça va durer, parole d'Edmé, toutes les années qui lui restent à vivre, rien de moins : « Ma poésie est vouée à construire la beauté, la beauté trash et cela correspond pour moi à un engagement total, le sacrifice d'une vie ».

Un fier autodidacte

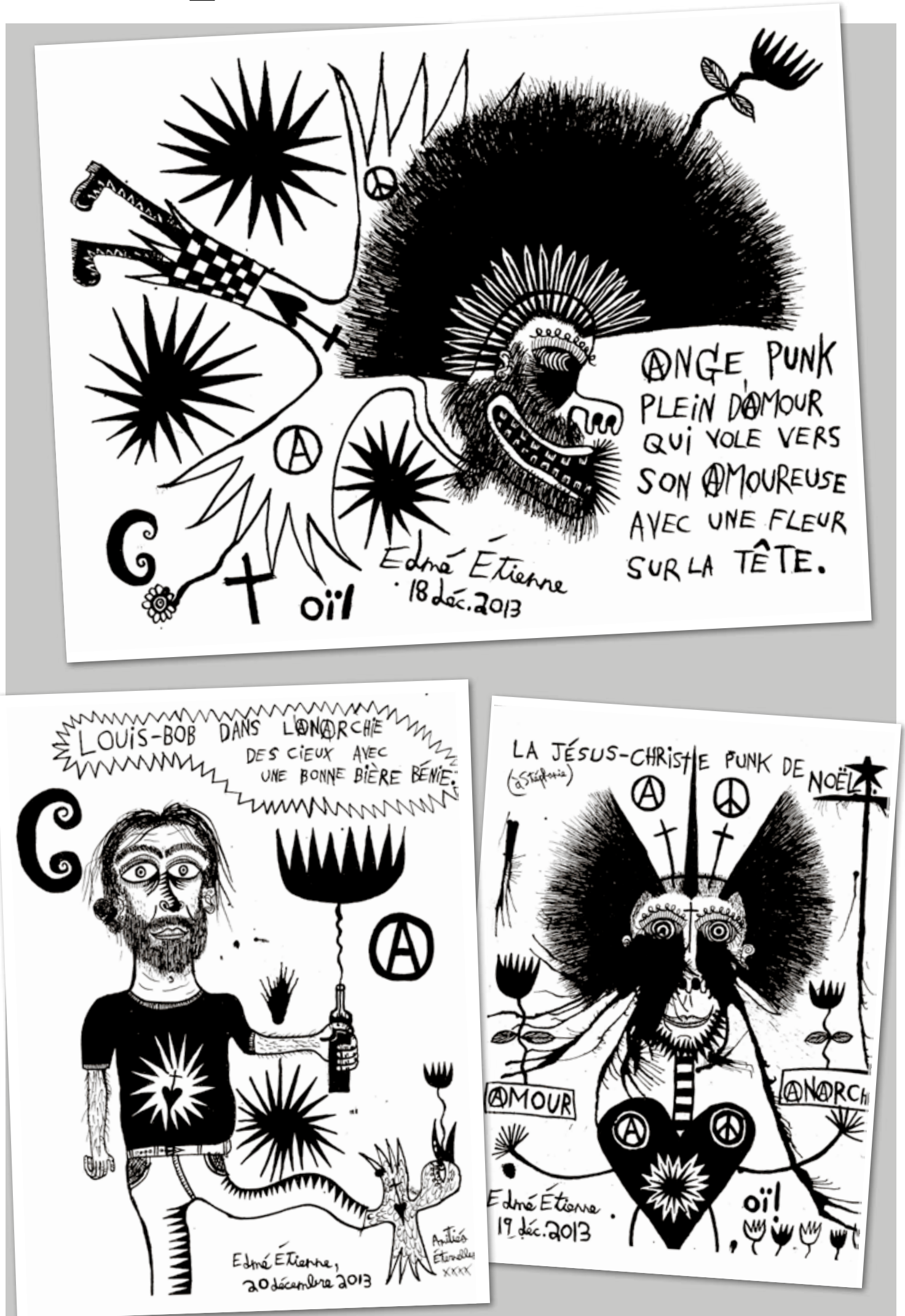
« Mes dessins sont des graffitis sur le mur de l'éternité ». On peut dire que ses dessins fessent dans le pare-brise. Il en produit une trentaine par année (plume, encre de chine, papier bristol) et un même nombre de poèmes. En dessin comme en écriture, Edmé est son propre maître. Ses dessins - autoportraits fantaisistes, portraits d'amis de passage, allégories sur Jésus et la nature, cris du coeur - témoignent d'une naïveté abrupte. Le traitement est à la fois tendre et farouche, la forme picturale peut faire penser, couleur en moins, au Douanier Rousseau, mais à un Douanier Rousseau déjanté, parti sur l'acide. Dans la vie de tous les jours, Edmé défend les principes d'une chrétienté ardente et non-religieuse, d'un pacifisme absolu tout en conspuant le capitalisme quand l'occasion se présente, c'est-à-dire tout le temps.

L'anarchie sans amour, c'est l'enfer (Pierre Lavallée)

« Je suis politisé mais mon combat n'est pas politique. Je m'inscris radicalement dans une lutte contre le capitalisme mais cette lutte doit avoir comme but l'avènement d'une poésie plus humaine, plus intègre. Il faut remplacer le capitalisme par quelque chose de pur, par une valeur non commercialisable ». Pour Edmé, il n'y a pas de contradiction à être individualiste, et même solitaire, tout en souhaitant être membre d'une communauté affinitaire.

Les communautés affinitaires sont de petites communautés où on se choisit (d'où l'aspect affinitaire) mais, à une échelle plus grande, solidaires entre elles. Dans la communauté idéale, les relations ne peuvent passer par l'argent ; elles doivent passer par un renouvellement individuel basé sur l'amour, sans quoi il ne pourra y avoir de réelle révolution politique. La gratuité doit être à la base des relations humaines pré-révolutionnaires : « Mon domaine : tout ce qui ne s'achète pas. Je suis partisan d'une anarchie céleste qui vise le paradis sur terre, paradis qui doit advenir par une transformation des relations humaines, transformation dans laquelle la poésie joue un rôle crucial ».

J'en déduis, par ses paroles et ses dessins, que les demi-mesures et les compromis sur les principes ne font pas partie du karma d'Edmé.



Un autre tas de merde sur le tapis rouge

Récital de poésie punk, dans le cadre du *Printemps des poètes*. Les poèmes lus seront ceux du nouveau florilège d'Edmé Étienne : *Amour cardiaque, viandes hachées et autres tendresses*. Jeudi le 6 mars 2014 à 20h. Au café-bar L'Agitée, 251 rue Dorchester. Contribution volontaire.

Laboratoire musical dans Saint-Sauveur

Par Michaël Lachance

Le *Laboratoire Alchimique* est né de l'ambition de René Talbot, un promoteur, réalisateur, musicien et technicien de son de Québec. Anciennement aux rênes du studio d'enregistrement Sismique, qu'il a fondé et à qui l'on doit, entre autres, le premier album du groupe de Québec «Les Goules» (ancien projet de Keith Kouna), René Talbot a, entre autres, mixé, mastérisé et enregistré des Gilles Vigneault et Claude Pélouin. L'initiateur du projet s'est entouré de Frédéric Marquis, un technicien touche-à-tout de Québec et de Marianne Legendre, une musicienne de Québec, qu'on a jadis entendu comme choriste avec Jean Leloup et, plus récemment, avec le groupe reggae «Jay & I». C'est sur la rue Saint-Vallier Ouest, dans le quartier Saint-Sauveur, qu'ils ont choisi d'y poser tous les équipements.

Laboratoire Alchimique est un nom évocateur; tantôt il invite à l'expérience, au mélange, à l'essai et, tantôt, à la formule magique, celle qui permet de transformer une bonne idée qui a du plomb, en or sur bande sonore. Or, le laboratoire n'est pas un studio d'enregistrement à proprement parler. Ce n'est pas un studio, c'est-à-dire, au sens où il respecte des normes de calibrages acoustiques très mesurées, comme on en retrouve un peu partout, ici et là, pour de l'enregistrement propre et professionnel. C'est un lieu de recherche, c'est un lieu de brainstorming sonore, mais c'est surtout un lieu rare à Québec, un genre de lieu que l'on retrouve dans les contrées sauvages du Québec ou dans la métropole. Visite d'un projet enivrant au centre-ville de Québec, une idée audacieuse, mais, surtout, une initiative de promoteurs musicaux aguerris à Québec, qui démontre que dans Saint-Sauveur, il se brasse du talent, réuni autour d'un lieu chaleureux, un endroit inusité où se côtoient la relève et les professionnels du milieu musical.



Le nouveau studio *Laboratoire Alchimique* sur la rue Saint-Vallier Ouest.

PHOTO FRÉDÉRIC MARQUIS

Visite exploratoire

Notre première visite, une visite exploratoire, nous fait découvrir les lieux: des murs feutrés, munis de panneaux acoustiques; des micros de toutes sortes, à lampes, à transistors, des micros-cravates, sur pieds, au sol, dans les airs (overhead); même - ici, pour les spécialistes - une vieille paire de micros à condensateur Neumann U87, de standard allemand. Pas de doute, nous sommes dans un vrai studio professionnel. Les amplis jalonent l'endroit un peu partout, des gros amplis vétustes, comme un Darius à lampes du temps de «Gentle Giant», comme des micros standard. Des guitares, ici et là, des percussions, une grosse batterie: il se joue de la musique et fréquemment. D'ailleurs, lors de notre passage, René venait tout juste de terminer les enregistrements des pistes de voix et instruments de la nouvelle chanson thème du carnaval de Québec, revisitée au gout du jour par une pléthore de musiciens amateurs et professionnels de la région de Québec. De même, la gang bien connue d'hommes-orchestres de Québec y a passé la nuit entière à la recherche de nouveaux sons, expérimentaux, pour le prochain spectacle à venir.

Situé au sous-sol de l'ancien immeuble abritant autrefois l'Union Commerciale de Québec, l'endroit rappelle en tous points les studios d'enregistrement traditionnels (sans

flafla) que j'ai eu la chance de visiter au cours de mon ancienne carrière de producteur. L'aspect déjanté, au design salon; l'odeur persistante de boucane et de sueur enchevêtrées est poétique; la douce poésie d'une soirée passée en studio, entre amis, à fricoter des notes pour accoucher d'une piste (une «take», dans le jargon) qui sera peut-être la bonne, ou pas.

Session d'enregistrement avec Marianne Legendre

Le laboratoire est un lieu parfait pour la pré-production, tout comme il est destiné à l'expérimentation sonore. Bref, un lieu de recherche et de développement musical. Si René Talbot envisage des soirées acoustiques «live» pour expérimenter des morceaux devant un public captif, il n'est pas moins réalisateur et promoteur. En effet, il sévit, en ce moment, sur le prochain album de Marianne Legendre, un projet de longue haleine qui a débuté au studio Sismique et qui réunit la crème des musiciens de Québec, dont feu Bruno Fecteau, qui a laissé quelques «takes» sur son album avant de perdre la vie. L'ex guitariste et chanteuse du groupe «Les démons d'eau douce» prépare un album diapré et nommé «En musicolore». L'album devrait paraître au printemps. Nous y reviendrons.

alchimistesolution.com

biblioterre

Les Amis de la Terre de Québec | www.atquebec.org

L'anarchisme: pour agir dans le monde

Loin d'être un manifeste dogmatique, ce *Petit éloge de l'anarchisme* célèbre la faculté d'exercer son jugement moral et sa créativité en toute liberté.

À partir d'exemples tirés de la vie quotidienne et de l'histoire, James C. Scott analyse les notions d'autonomie, de dignité, de justice et de résistance. S'en dégage un plaidoyer pour l'insubordination sous toutes ses formes et dans toutes les circonstances - au travail, dans la rue, à l'université et dans les maisons de retraite.

Manuel d'exercices de l'esprit pour voir et agir dans le monde comme un anarchiste, ce livre s'adresse avant tout à ceux qui ne se considèrent pas comme tel. À sa lecture, ils apprendront sans doute qu'ils partagent plusieurs des valeurs défendues par ces «dangereux extrémistes de gauche». Les libertaires, quant à eux, y redécouvriront l'origine de certaines de leurs convictions.

James C. Scott est professeur de science politique et d'anthropologie à l'université Yale, Connecticut. Il est aussi membre de l'Académie américaine des arts et des sciences et apiculteur dilettante. Deux autres de ses ouvrages ont été traduits en français, *La domination et les arts de la résistance* (Amsterdam, 2009) et *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné* (Seuil, 2013).



James C. Scott
Petit éloge de l'anarchisme
Lux éditeur
Année: 2014
240 pages



Bertrand Russell
Le monde qui pourrait être
Socialisme, anarchisme et anarcho-syndicalisme
Lux éditeur
Année: 2014
268 pages

L'anarchisme: pour reconstruire le monde

Le monde qui pourrait être est un ouvrage de théorie politique à la fois court, simple et profond. Terminé en avril 1918, peu avant que Bertrand Russell soit emprisonné pour ses activités pacifistes, il détaille les fondements du socialisme, de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme. Cet exposé sert de préambule à une analyse minutieuse des nombreux problèmes auxquels l'humanité devra faire face si elle veut reconstruire le monde dévasté par la guerre. Russell y livre un plaidoyer convaincu en faveur de l'anarchisme: bien qu'irréalisable à court terme, il constitue «le modèle souhaitable pour la société».

«À une époque où les forces principales qui s'opposent dans le monde occidental sont, d'une part, une «gauche» et une droite démocratiques converties toutes deux au néolibéralisme et, d'autre part, différents courants réactionnaires, les idées de Russell contribuent à maintenir à flot la fragile barque de la raison humaine.», comme l'écrit en préface Jean Bricmont.

Mathématicien et philosophe, Bertrand Russell (1872-1970) est considéré comme le fondateur de la logique moderne. Son engagement humaniste lui valut d'être incarcéré à plusieurs reprises. Son œuvre fut couronnée par le prix Nobel de littérature en 1950.

CHRONIQUE SANTÉ

Un nouveau projet chez Atout-lire!

Groupe populaire en alphabétisation

À l'automne 2013, le projet *Apprendre en santé* a vu le jour. Des participants et participantes d'Atout-Lire trouvaient qu'ils et elles manquaient d'informations claires et de bons moyens pour s'occuper de leur santé. Pour réaliser ce projet, on a créé un comité. Les membres se rencontrent tous les mardis matins. Nous avons plusieurs activités à organiser. Par exemple, nous organisons des pauses santé pour tous les membres d'Atout-Lire. Une fois, nous avons présenté ce qu'on peut mettre dans une assiette santé, c'est-à-dire qui contient des bons aliments.

Cet hiver, nous allons faire de la sensibilisation auprès d'étudiants et de professionnels de la santé, les futurs hommes et femmes qui travailleront en santé. Nous savons qu'au Québec, plus d'un million de personnes trouvent difficile d'utiliser des informations qui sont pourtant importantes pour la santé. Il y a souvent trop de mots compliqués et spécialisés. Notre comité veut aider ces personnes.

Nous organisons aussi des rencontres avec des personnes-ressources pour parler de santé. Ces rencontres sont ouvertes à tout le monde. La prochaine rencontre parlera de nos droits, à l'aide d'une pièce de théâtre. Venez assister à cette activité le lundi 24 février à 15h, dans les locaux d'Atout-Lire au 266 Saint-Vallier Ouest. Pour connaître nos autres activités et rencontres, téléphonez-nous à Atout-Lire au 418 524-9353.

Nous écrivons une nouvelle chronique pour chaque parution. Nous vous parlerons de ce que nous faisons pour aider des gens à s'occuper de leur santé, pour connaître nos droits et pour réduire les inégalités sociales de santé. Nous remercions *Droit de parole* pour cette collaboration.

Nous sommes fiers de dire que nous avons reçu plusieurs appuis importants pour notre projet. Nous vous en parlerons dans une prochaine chronique.

Les membres du Comité santé d'Atout-Lire



Fête de quartier sur la rue Saint-Vallier devant Atout-Lire. PHOTO ATOUT-LIRE

11 FÉVRIER

Besoin d'une Étinc'elle ?

D'une durée de six semaines, le programme Étinc'elle s'adresse aux femmes qui désirent se remettre en action (travail, études, bénévolat), briser l'isolement et améliorer leur estime de soi. Les séances gratuites débutent le 11 février. Inscription au 418-683-2155, poste 42.

11 ET 25 FÉVRIER

Quilles au Centre Durocher

Le centre communautaire L'Amitié organise des parties de quilles au Centre Durocher. Sur Inscription au 59, rue Notre-Dame-des-Anges.

12 FÉVRIER

ABC de l'Anarchisme

Le collectif Subvercity lance une série d'ateliers intitulée, Les pensées sauvages, des outils pour changer le monde. Le premier sur l'anarchisme se déroule à 19h à la Librairie Saint-Jean-Baptiste, 565, rue Saint-Jean.

14 FÉVRIER

La Saint-Valentin de Gab Paquet

Glamour, humour et amour ! À 20h à l'Agit'ÉE, 254, Dorchester. 10 \$.

14 AU 23 FÉVRIER

Les installations du Mois Multi

De nombreux spectacles et autres théâtres technologiques étonnent chaque année les spectateurs qui assistent au Mois Multi. Une série d'installations sont offertes gratuitement au public. À voir, de midi à 18h à la salle multi, au Studio d'Essai et dans le hall de Méduse. Vernissage le 13 février à 17h. Au 591, rue de Saint-Vallier Est.

16 FÉVRIER

Éducation populaire autonome : une stratégie de changement social

Les Ateliers les Pensées sauvages du collectif Subvercity invite le Répac à donner un atelier sur l'éducation populaire autonome. À 13h, à l'Agit'ÉE, 254, Dorchester.

20 FÉVRIER

Défendons la Clinique médicale Saint-Vallier

Ce service de proximité dans Saint-Sauveur est menacé. Les citoyens

sont invités à s'informer et à défendre la clinique en assistant à la rencontre de l'Agence de Santé et des Services sociaux, à 19h, au 555, boul. Wilfrid-Hamel. Informez-vous au Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur. 418-529-6158 ou auprès du Conseil de quartier de Saint-Sauveur.

20 FÉVRIER

Distribution alimentaire

Pour les personnes les plus démunies. Distribution alimentaire au centre communautaire l'Amitié. À 13h15 pour les membres inscrits et à 14h30 pour les non-inscrits. Au 59, rue Notre-Dame-des-Anges.

20 FÉVRIER

Chaleur humaine et cuisine collective

Soirée hebdomadaire en honneur aux sciences molles, avec nos amis de la Boustifaille (cuisine collective) et de la Page Noire (librairie anarchiste) ! Gratuit. À l'Agit'ÉE, 254, Dorchester.

20 FÉVRIER 2014

Formation en droit et recours en santé mentale

Formation sur le Loi sur la Protection des Personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui. 19h Auto-Psy, 362, chemin de la Canardière. Québec, Québec auto-psy@videotron.ca

21 FÉVRIER

Soirée de poésie sur la rue Saint-Jean

Organisé par Réparation de poésie en collaboration avec la librairie Saint-Jean-Baptiste. Micro ouvert pour les gens qui désirent lire leurs textes. Entrée libre. Tous les 3^e vendredi de chaque mois à 19h au café-bistro, la Librairie Saint-Jean-Baptiste, 565, rue Saint-Jean.

24, 25 ET 27 FÉVRIER

Un film contre le pétrole : La guerre de Wiebo

Projection-discussion d'un film sur la lutte acharnée d'un homme contre l'industrie gazière et pétrolière. Cette lutte soulève des questions sur les droits des citoyens. Une invitation des Amies de la terre à la Bibliothèque

Gabrielle-Roy (le 24 février à 18h30, le 25 à 14h, le 26 à 18h30 et le 27 à 14h. Entrée libre.

26 FÉVRIER

Conseil de quartier de Saint-Sauveur

19h au Centre Mgr Bouffard, 680, rue Raoul Jobin, salle 303.

26 FÉVRIER

Conférence : les OGMs et la santé humaine

Tournée pancanadienne de conférences de Thierry Vrain, retraité de Santé Canada. À l'université Laval, Pavillon Comtois, Contribution volontaire.

26 FÉVRIER

Brève introduction à l'écologie sociale

Les ateliers *Les pensées sauvages*. À 19h à l'Agit'ÉE, 254 Dorchester.

AVANT LE 2 MARS

Faites votre minute vidéo!

Invitation aux artistes professionnels ou amateurs, membres, proches et intervenants du milieu social à réaliser une vidéo d'une minute sur le thème *D'un bord à l'autre de la baie vitrée!* Produire une vidéo (fiction, documentaire, vidéo d'art, animation) en un plan-séquence d'une minute en continu. Aucun

montage d'image, de son ou de générique n'est permis; seule la musique originale ou libre de droits est acceptée. Pour plus d'info: Folie/Culture, 281, rue Saint-Vallier Est.

2 MARS

5^e Fête des semences

C'est sous le thème « Pousse ta ville ! » que se déroulera la 5^e édition de la Fête des semences organisée par le Réseau d'agriculture urbaine de Québec. Sur place, une quarantaine d'exposants donneront le goût aux urbains de cultiver des aliments. Plusieurs artisans semenciers proposeront une pano-

plie de semences rares, patrimoniales et biologiques. Nouveauté: une salle sera réservée pour l'échange de semences récoltées par des jardiniers amateurs. Activités pour enfants. Pavillon Alphonse-Desjardins (Université Laval, 2325, rue de l'Université.

6 MARS

Récital de poésie punk

Les poèmes lus seront ceux du nouveau florilège d'Edmé Étienne. Dans le cadre du printemps des poètes à 20 heures, au café-bar l'Agit'ÉE, 251 rue Dorchester. Contribution volontaire.

Ateliers sur les hausses de loyer



29 janvier

à 13h30 ou à 18h30 au BAIL (570, rue du Roi)

12 février

à 19h00 à la salle 102 du Centre Lucien-Borne (100, chemin Sainte-Foy)

13 février

à 10h00 à RE-FA-VIE (49, avenue Rue1)

18 février

à 13h30 à la Ruche Vanier (261, avenue Chanoine-Côté)

Vous êtes locataires?

- ✓ Vous avez des questions sur le renouvellement du bail?
- ✓ Vous voulez évaluer si la hausse de loyer demandée par votre propriétaire est abusive?
- ✓ Vous voulez comprendre comment ça se passe à la Régie du logement lors des demandes en fixation de loyer?
- ✓ Vous voulez contrer la flambée des loyers?



Pour informations ou inscription :
418-523-6177 ou bail@total.net